

**Développement - Conseil national
pour le développement et la
solidarité internationale - Discours
d'ouverture de M. Jean-Yves Le
Drian, ministre de l'Europe et des
affaires étrangères
(Paris, 14 septembre 2017)**

Monsieur le Secrétaire d'État, Cher Jean-Baptiste Lemoyne,

Madame la Déléguée interministérielle, Chère Laurence Monnoyer-Smith,

Monsieur le Directeur général délégué de l'AFD,

Monsieur le Directeur général de la mondialisation,

Mesdames et Messieurs les Représentants des acteurs non étatiques français et étrangers,

Mesdames et Messieurs,

Je tenais à être là pour vous accueillir pour cette dixième réunion du Conseil national du développement et de la solidarité internationale et je tenais à être là pour ouvrir cette enceinte de dialogue avec vous, comme je l'avais annoncé lors de notre réunion autour du président de la République avec quelques-uns d'entre vous, le 5 septembre dernier.

Depuis votre dernière rencontre, en début d'année, la vie politique française a connu un profond renouvellement ; hasard du calendrier ou concordance des temps, votre Conseil l'a été également dans une certaine mesure, avec une recomposition partielle de ses membres dans le respect des textes réglementaires.

J'ai suis d'ailleurs heureux d'accueillir aussi la députée fraîchement nommée d'hier pour représenter le parlement. Vous ne serez pas seule, vous serez à deux ; la deuxième parlementaire n'est pas là parce que, nommée hier soir, elle devait prendre ses dispositions, vous les avez prises et merci d'être présente.

Je suis donc heureux de saluer les nouveaux venus ; c'est aujourd'hui, pour eux comme pour moi, une première. Et à tous, je veux adresser mes remerciements pour votre implication au sein d'une instance qui a démontré son utilité dans la préparation des grandes échéances

concernant notre politique de développement. Vous savez que je devrai partir rapidement puisque je dois me rendre en Turquie pour un certain nombre d'affaires et Jean-Baptiste Lemoyne me remplacera avec beaucoup de compétence et sera présent au déjeuner. Je sais que la question avait été posée ultérieurement, lors de l'entretien avec le président de la République, de savoir s'il y avait ou pas un ministre chargé du développement. Pour répondre : on fait cela tous les deux. . En tout cas, sachez que c'est une action commune que nous mènerons. Le fait que le ministre en charge de l'Europe et des affaires étrangères ait la mission du développement, cela assure la cohérence de notre action et de notre mission. Et le fait que Jean-Baptiste assure le suivi, c'est un binôme qui, je peux vous l'assurer, fonctionnera bien ; il commence déjà à bien fonctionné et il continuera à bien fonctionner. L'utilité de notre Conseil est forte, en témoigne de façon éloquente le travail remarquable accompli en 2016 en amont du Comité interministériel pour la coopération et le développement, le CICID ; la concertation organisée avec votre Conseil à ce moment-là servira d'exemple en vue de la réunion d'un CICID début 2018. Je crois que la date est en cours de définition, c'est un engagement qui a été pris par le président de la République et je confirme : c'est février ; ce sera donc un moment important dans le dispositif. Ce CICID précisera la nature de nos engagements et permettra de faire en sorte que notre aide au développement soit bien en phase avec nos objectifs.

Je sais aussi que vos travaux ont contribué à une dynamique qui a permis d'améliorer la qualité de notre partenariat, je pense notamment à l'élaboration d'un document d'orientation politique relatif au partenariat entre le ministère de l'Europe et des affaires étrangères et la société civile, comme à nos réflexions et nos pratiques de travail pour aller vers plus de transparence, vers plus de retour d'expérience et vers plus de concertation.

Et ; là, cet état d'esprit qui a présidé aux travaux antérieurs, je souhaite le préserver et je souhaite le renforcer, au service de notre politique de développement et de solidarité internationale.

À cet égard, je tiens à mentionner la création, c'est inédit, d'un collège de personnalités étrangères ; cette initiative est parfaitement adaptée à notre souhait de prendre en compte - mieux et davantage encore que ce que nous faisons déjà - les avis et les recommandations de personnalités qualifiées pour telle ou telle zone de notre action.

J'en viens maintenant à ce qui est devant nous, les priorités que je fixe à notre action. Je pars d'un constat : les attentes à l'égard de notre pays comme partenaire du développement sont grandes, d'autant plus que nous sommes au début d'une séquence politique, avec des échéances nombreuses concernant le développement durable. J'ai choisi aujourd'hui de vous parler plus particulièrement de trois domaines qui me semblent incontournables : premièrement, l'Afrique qui est notre priorité géographique ; deuxièmement, nos priorités sectorielles : la santé, l'éducation et le climat ; enfin, les moyens à mettre en oeuvre pour réaliser ces objectifs.

D'abord, l'Afrique comme priorité géographique

C'est en Afrique que se joue largement, vous le savez, l'avenir du monde, et d'abord sur le plan démographique. Les chiffres parlent d'eux-mêmes : le continent abrite désormais 1 humain sur 7, alors qu'il n'en accueillait que 1 sur 10 en 1950 ; et il en hébergera 1 sur 5 en 2050, soit plus de 2 milliards d'habitants selon les projections des Nations unies, dont la moitié aura moins de

25 ans. C'est un défi considérable.

Comme vous le savez, le président de la République a voulu se rendre très tôt sur place, au sommet de Bamako - j'étais à ses côtés. Cela a permis d'exprimer la détermination de la France à soutenir l'effort collectif des pays de la région au sein du G5 Sahel, dans une stratégie de sécurité collective qui doit faire largement la place au développement, qui est le garant de la paix et du bien-être futur du continent. On aura peut-être l'occasion d'en reparler tout à l'heure. Pour encourager les échanges avec le continent africain et renouveler notre partenariat, le président de la République a aussi voulu instituer un Conseil présidentiel pour l'Afrique, composé de onze personnalités engagées et issues de la société civile. C'est là aussi un acte fort qui marque clairement la priorité que représente l'Afrique pour la France.

Pour accroître l'efficacité de notre action, nous avons besoin d'unité et de cohérence entre partenaires du développement. C'est l'enjeu du lancement de l'Alliance pour le Sahel le 13 juillet dernier à Paris, avec plusieurs partenaires internationaux, allemands et européens, dans la continuité de l'effort du G5 Sahel dans le domaine de la sécurité. Cette Alliance marque aussi une révision complète des méthodes que nous voulons insuffler aux côtés de nos partenaires internationaux, avec l'appui de l'envoyé spécial pour le Sahel, Jean-Marc Châtaigner. L'objectif est d'instaurer un dispositif efficace en matière de défense, de diplomatie et de développement, les fameux 3D, qui sont les leviers indispensables pour stabiliser toute la région dans la durée, avec le soutien de nos armées, et qui sont le levier indispensable pour permettre à ces régions du Sahel d'avoir un juste développement. En France, c'est l'agence française de développement qui sera principalement mobilisée pour mettre en oeuvre le plan d'actions de l'Alliance. C'est une affaire extrêmement importante, très symbolique et très structurante pour ce que nous pouvons faire pour le Sahel. Le fait qu'il y ait une connexion entre, d'une part, la volonté des cinq pays membres du G5 Sahel d'assurer eux-mêmes leur propre sécurité et non plus de dépendre d'autres, et qu'en même temps il y ait - je reprends une formulation présidentielle - la volonté d'agir pour qu'un plan de développement sur les mêmes zones soit initié avec un temps de retour extrêmement rapide des projets, est un événement. Et nous devons avoir tous ensemble, et je l'aurai en particulier ainsi que Jean-Baptiste Lemoyne, une attention vigilante sur la bonne mise en oeuvre de ce dispositif et la bonne articulation - j'y passe du temps quasiment tous les jours - parce que cela peut être exemplaire pour l'avenir et, en tout cas, c'est crucial. On pourra peut-être en reparler mais je tenais beaucoup à insister sur ce point.

Deuxièmement, nos priorités sectorielles : la santé, l'éducation et le climat

Outre notre engagement au Sahel, les défis sont multiples et la voix de la France est attendue sur nombre de sujets qui nécessitent à chaque fois des moyens adaptés à la spécificité des situations. La composante bilatérale de notre aide au développement retrouvera, dans les années qui viennent, une part plus importante. Je sais que cette préoccupation a été évoquée lors de l'entretien, auquel certains d'entre vous participaient, avec le président de la République. C'est aussi une de nos orientations et c'est aussi une nécessité, ne serait-ce que de lisibilité. Le président de la République s'est engagé sur ce point. Et je dénombre trois priorités : le climat ; l'éducation ; et la santé.

Le climat d'abord. Il s'agit bien sûr de la mise en oeuvre de l'Accord de Paris. La France tient une place singulière dans la diplomatie du changement climatique depuis le succès de la

COP21. Là aussi, notre objectif est clair : maintenir cette dynamique, en réunissant le 12 décembre prochain un sommet sur le climat en présence des chefs d'État qui sera de nature à activer, prolonger, mobiliser pour ne pas laisser de répit à cette dynamique enclenchée lors de la COP21. Quatre cibles ont été définies par le CICID du 30 novembre 2016 ; je voudrais les rappeler : 5 milliards d'euros d'engagements AFD annuels d'ici 2020 (contre 3 aujourd'hui) ; 50% de financements à co-bénéfice climat mais j'ai bien compris que la volonté c'est d'aller bien au-delà et d'avoir pour objectif les 100%, on aura l'occasion d'en reparler ne serait-ce qu'au prochain CICID ; 3 milliards d'euros pour les énergies renouvelables sur la période ; enfin, 1 milliard d'euros pour l'adaptation des pays au changement climatique. Les chiffres que je viens de mentionner sont sans équivoque : ce sont des moyens considérables qu'il nous faut donc absolument consolider et je veux me porter garant de cette dynamique-là.

Deuxième priorité, l'éducation. Elle mérite un traitement particulier et ce sera l'une des priorités du quinquennat. Il faut là encore être capable de nous projeter pour mesurer l'ampleur du défi à relever. D'ici 2030, 450 millions d'enfants supplémentaires devront être scolarisés en Afrique subsaharienne. C'est donc aussi notre intérêt de nous engager dans le domaine éducatif. Parce qu'un investissement accru permettra en effet de lutter contre l'obscurantisme et le fanatisme, de renforcer la Francophonie et de développer le capital humain nécessaire pour répondre aux enjeux du 21ème siècle. L'accès des filles et des adolescentes à une éducation de qualité jusqu'à la fin du secondaire fera l'objet d'une attention particulière, parce que la scolarisation des filles, vous le savez bien, est un puissant accélérateur de développement.

L'année 2017 est de surcroît propice à un réengagement français en faveur de l'éducation, à l'occasion de la conférence de reconstitution des ressources du Partenariat mondial pour l'éducation en février 2018, seul fonds multilatéral de financement uniquement dédié à l'éducation. Il y a donc là une opportunité et aussi une exigence pour nous.

Enfin, troisième priorité: la santé. Nos engagements répétés et reconnus dans ce domaine seront maintenus. Les défis restent immenses, que ce soit la lutte contre les grandes pandémies mais également contre les maladies plus rares. Je n'oublie pas, plus fondamentalement, l'importance de mettre en place les politiques sanitaires nécessaires au développement de nombre de nos partenaires. Deuxième contributeur au fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, la France y a versé plus de 4,8 milliards d'euros depuis 2002. L'engagement de la France passe aussi par son soutien à l'ONUSIDA, le Programme commun des Nations unies.

Pour financer ces priorités, le président de la République a confirmé l'objectif d'une aide publique au développement s'élevant à 0,55% du PIB. Vous savez compter comme moi : cela suppose de passer de 8,5 milliards à presque 15 milliards d'euros en 2022, ces chiffres ont été évoqués lors de la réunion que nous avons eue à l'Élysée. C'est un effort considérable, et je suis pleinement conscient de cet enjeu, dans le contexte budgétaire contraint que nous avons devant nous. Mais une telle augmentation c'est un engagement du président qui a été d'ailleurs repris par le Premier ministre lors de la conférence des ambassadeurs qui s'est tenue il y a quelques jours à Paris. Je compte donc sur votre mobilisation en ce sens, puisque cette trajectoire est la garantie de la portée et de la réussite de nos actions.

Cet effort doit aussi s'accompagner d'un changement de méthode, en travaillant en étroite symbiose avec tous les autres acteurs français concernés ; de cette exigence de

décloisonnement, pour plus d'unité et plus de cohérence, votre Conseil est déjà un exemple réussi ; il nous faut désormais faire porter l'effort vers les collectivités territoriales, vers les acteurs du secteur privé, les organisations non-gouvernementales et l'ensemble des autres acteurs non étatiques engagés. C'est de cette manière que nous pourrons atteindre plus efficacement et plus directement les bénéficiaires de l'aide dans nos pays partenaires.

Mesdames et Messieurs,

Je suis heureux d'avoir pu fixer le cap de notre action en application des orientations du président de la République. J'en profite pour vous annoncer dès à présent la date de la prochaine réunion de ce conseil national pour le développement et la solidarité internationale: il aura lieu le 20 décembre prochain. Cette dernière réunion de l'année sera en grande partie – il faudra donc s'y préparer - l'occasion de préparer le comité interministériel pour la coopération et le développement (CICID), qui fixera de nouvelles orientations à la politique de développement et de solidarité internationale, et cela se fera avec votre soutien et votre engagement. Je l'ai rappelé en début de propos, l'exemple antérieur a été utile, il faut s'en servir pour arriver à de bons résultats à cette échéance. Je vous remercie de votre attention et je passe le relais à Jean-Baptiste Lemoyne devant partir pour Ankara./.